



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Situation à Gaza

Question au Gouvernement n° 1663

Texte de la question

SITUATION À GAZA

Mme la présidente. La parole est à Mme Farida Amrani.

Mme Farida Amrani. Ma question s'adresse au ministre de l'Europe et des affaires étrangères. À l'heure où je vous parle, près de 31 000 Palestiniens ont été tués à Gaza ; 70 % d'entre eux sont des femmes et des enfants. À l'heure où je vous parle, plus de 2 millions de Palestiniens et Palestiniennes sont menacés de famine et plus d'une dizaine d'enfants sont déjà morts de faim.

M. Meyer Habib. Et les 120 otages ?

Mme Farida Amrani. À l'heure où je vous parle, plus de 1,7 million de Palestiniens et Palestiniennes ont été déplacés depuis le 7 octobre.

La Cour internationale de justice a reconnu un risque de génocide plausible à Gaza et a, dans son arrêt, ordonné aux États tiers de prévenir mais surtout de punir l'incitation au génocide. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NUPES.*) Aujourd'hui, Gaza est qualifiée de zone de mort. Les appels au cessez-le-feu sont sans cesse ignorés par le gouvernement d'extrême droite israélien.

M. Meyer Habib. Et les otages ?

Mme Farida Amrani. À l'heure où je vous parle, le génocide a déjà commencé. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NUPES.*) La France et l'Union européenne ont entre leurs mains de véritables leviers de pression sur les autorités israéliennes pour les contraindre à un cessez-le-feu immédiat et durable. L'Union européenne, premier partenaire commercial d'Israël, se doit de respecter les droits humains.

Face à ces violations du droit international, l'Union européenne doit sanctionner sans équivoque Israël. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NUPES. - M. Benjamin Lucas applaudit également.*)

M. Meyer Habib. Pas un mot sur les otages ! (*M. Manuel Bompard et M. René Pilato font de la main un signe intimant à M. Meyer Habib de se taire.*)

Mme Farida Amrani. Elle doit suspendre ses échanges commerciaux ainsi que les contrats d'armement qui font de la France l'associée d'Israël dans ce génocide. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NUPES.*) Le chef de la diplomatie européenne lançait déjà en février : « Arrêtez de dire, s'il vous plaît, et agissez ! » Qu'attendez-vous, monsieur le ministre ?

M. Sébastien Chenu. Et les otages ?

Mme Farida Amrani. Allez-vous porter ces demandes de sanction lors du prochain Conseil des affaires étrangères qui se tiendra le 18 mars ? (Mêmes mouvements.)

Enfin, en 2014, l'Assemblée nationale votait une résolution invitant le gouvernement français à reconnaître l'État de Palestine. Qu'attendez-vous pour franchir le pas afin que cette reconnaissance intervienne rapidement ? (Les députés du groupe LFI-NUPES se lèvent et applaudissent. – MM. Édouard Bénard et Benjamin Lucas applaudissent également.)

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Stéphane Séjourné, ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Permettez-moi de rappeler un certain nombre de faits que votre groupe politique élude malheureusement souvent...

M. Meyer Habib. Pas souvent, toujours !

M. Stéphane Séjourné, ministrelorsque vous évoquez Gaza.

Avant de répondre à votre question, je veux dire que c'est bien le Hamas qui a déclenché cette guerre le 7 octobre (« *Et alors ?* » sur plusieurs bancs du groupe LFI-NUPES) en se rendant coupable du plus gros massacre antisémite du XXI^e siècle.

Mme Andrée Taurinya. Répondez à la question !

M. Stéphane Séjourné, ministre. Ensuite, trois de nos compatriotes sont toujours otages à Gaza. Vous le savez, l'État est mobilisé pour les libérer (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe RE et sur quelques bancs des groupes RN et LR.*)

Mme Nathalie Oziol. On a posé des questions !

M. Stéphane Séjourné, ministre. Enfin, je tiens à rappeler un point que vous n'abordez jamais dans vos questions ni dans vos prises de position politique : l'horreur des violences sexuelles commises, et utilisées comme une arme de guerre, par le Hamas.

Mme Andrée Taurinya. Répondez à nos questions !

M. Stéphane Séjourné, ministre. D'ailleurs, l'ONU les a récemment documentées. Or, même si vous citez souvent l'ONU, vous nous posez rarement des questions à ce sujet.

J'en viens à votre question. Après cinq mois de conflit, et de guerre, la situation humanitaire à Gaza est catastrophique.

M. René Pilato. Ne pouvez-vous pas nous répondre par oui ou par non ?

M. Stéphane Séjourné, ministre. Nous l'avons dit et répété dans cet hémicycle : les populations civiles de Gaza manquent de tout – eau, nourriture, médicaments. Cette situation est-elle justifiable ? Non, évidemment.

M. Meyer Habib. Il suffit de libérer les otages et tout s'arrêtera !

M. Stéphane Séjourné, ministre. À l'heure où nous parlons, la France agit. Nous sommes le premier pays à avoir largué directement de l'aide humanitaire, en grande quantité, en lien avec notre partenaire jordanien et avec l'ensemble des acteurs qui livrent du fret humanitaire.

M. Manuel Bompard. Vous pourriez répondre à notre question ?

Mme Nathalie Oziol. Franchement c'est incroyable !

M. Stéphane Séjourné, ministre. Nous acheminons également, vous le savez, des quantités importantes de fret humanitaire.

M. René Pilato. Embargo, oui ou non ? Est-il si compliqué de répondre ?

M. Stéphane Séjourné, ministre. Nous exerçons des pressions afin d'aboutir à l'arrêt immédiat des combats que nous appelons de nos vœux.

Mme Andrée Taurinya. Que ferez-vous le 18 mars ?

M. Stéphane Séjourné, ministre. Cette situation rendra possible la libération des otages ainsi que la fin de la souffrance des Palestiniens. (*Applaudissements sur les bancs du groupe RE. – Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NUPES.*)

M. Louis Boyard. Madame la présidente, il ne répond jamais à nos questions !

M. William Martinet. C'est la honte pour la France !

Mme la présidente. Je vous demande un peu de silence. Une question a été posée, le ministre vous a apporté une réponse complète. Nous avons bien compris qu'elle ne vous satisfaisait pas.

Données clés

Auteur : [Mme Farida Amrani](#)

Circonscription : Essonne (1^{re} circonscription) - La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1663

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 mars 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 13 mars 2024